

## ACTUALITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DU PORTUGAL



Veille n° 46 – 5 mars 2020

### Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs macroéconomiques	2017	2018	2019 (INE)**	Prévisions 2020 (budget 2020)
Croissance PIB (%)	3,5	2,6	2,2	1,9
Solde public (% du PIB)	- 3,0*	- 0,4	- 0,1	+ 0,2
Solde primaire (% du PIB)	3,0	2,7	3,0	3,2
Dette (% du PIB)	126	121,9	118,5	116,2
Taux de chômage (% PA)	8,9	7	6,5	6,1
Indice harmonisé des prix à la consommation (%)	1,4	1	0,3	1,1

Indicateurs du commerce extérieur	2019
Exportations de biens (Md€, INE)	59,9 (+ 3,6 % en g.a.***)
Importations de biens (Md€, INE)	80,3 (+ 6,6 % en g.a.)
Exportations de services (Md€, Banco de Portugal)	35,3 (+5,9 % en g.a.)
Importations de services (Md€, Banco de Portugal)	17,8 (+ 11,4 % en g.a.)

\* Hors recapitalisation de la banque publique Caixa Geral de Depósitos, le déficit public a été de 0,92 % du PIB

\*\* Les données relatives aux soldes des administrations publiques sont encore provisoires

\*\*\* Glissement annuel

### Situation macroéconomique

#### - La croissance du PIB a atteint 2,2 % en 2019 au-delà de la plupart des estimations

Selon l'Institut National de Statistique (INE), la croissance du PIB portugais s'est élevée à 2,2 % en 2019 (contre 2 % selon ses précédentes estimations), surpassant les prévisions du Gouvernement (1,9 %) ainsi que celles des principales institutions. Cette amélioration tient notamment au rebond de l'activité au dernier trimestre, porté par le dynamisme de la demande externe qui a alimenté la hausse des exportations, notamment de services. L'INE a justifié la révision par l'incorporation de nouvelles données sur la balance des paiements, qui ont également entraîné une révision de la croissance du PIB en 2018, passant de 2,4 % à 2,6 %. Le budget de l'Etat pour 2020 prévoit un ralentissement de l'économie avec une croissance de 1,9 %.

#### - Nouvelle hausse des salaires dans la fonction publique pour les échelons les plus modestes

Les syndicats de la fonction publique ont révélé que le Gouvernement prévoyait une revalorisation nominale de 10 € pour les plus bas salaires publics (entre 635 et 683 € mensuels bruts, sur 14 mois) en 2020, avec effet rétroactif, soit une hausse comprise entre 1,5 et 1,6 % selon l'échelon. Cette mesure devrait concerner 150.000 salariés mais les syndicats la considèrent largement insuffisante : le Front Commun (qui rassemble plusieurs syndicats) réclame, entre autres, une augmentation de 90 € pour tous les travailleurs et appelle à une grève générale dans la fonction publique le 20 mars. Pour rappel, le Gouvernement a prévu dans le

Budget 2020, une augmentation de 0,3 % de l'ensemble des rémunérations dans la fonction publique, jugée très insuffisante par les syndicats. Le Gouvernement a ensuite accepté de négocier un supplément mais uniquement nominal et pour les plus faibles rémunérations.

- **La Commission européenne propose de maintenir le Portugal dans la catégorie des pays présentant des déséquilibres macroéconomiques**

Dans le cadre du semestre européen, la Commission a publié le rapport-pays du Portugal. Elle estime que la persistance de certaines fragilités justifie de maintenir le Portugal dans la liste des pays présentant des déséquilibres macroéconomiques, qui comprend 12 pays, dont 3 présentant des « déséquilibres excessifs » (Chypre, Grèce et Italie). Pour l'exécutif européen, la dette externe, le niveau de la dette privée et publique rapporté au PIB constituent toujours des vulnérabilités importantes. Si la Commission reconnaît que « quelques progrès » ont été réalisés en matière de finances publiques, elle souligne cependant que la dégradation de la balance commerciale est un facteur de risque et juge le niveau de l'investissement public insuffisant. Enfin, elle considère qu'aucun progrès n'a été accompli concernant un assouplissement des règles encadrant les professions réglementées.

Par ailleurs, la Commission souligne que la croissance du Portugal, bien que supérieure à la moyenne européenne, ne permet pas d'assurer une convergence des revenus avec l'UE. Elle rappelle que le revenu par personne, exprimé en parité de pouvoir d'achat (PPA) ne représente toujours que 77 % de la moyenne européenne tandis que les 10 pays ayant rejoint l'UE en 2004 ont quasiment rattrapé le Portugal, passant de 50 % de la moyenne de l'UE lors de leur adhésion à plus de 75 % en 2018.

- **La croissance des exportations liées au tourisme permet de maintenir un excédent de la balance des biens et services d'après la Banque du Portugal**

D'après les données de la Banque du Portugal, le dynamisme des exportations de services, porté par le tourisme, a permis de compenser le déficit croissant de la balance des biens et de maintenir un excédent de la balance des biens et services en 2019. Son solde s'est néanmoins considérablement dégradé : il tombe à 818 M€ contre 1,5 Md€ en 2018 (- 45 %). La croissance de l'excédent de la balance des services ralentit malgré la hausse des exportations du tourisme (52,2 % des exportations de services) qui ont représenté 18,4 Md€ (+ 8 % par rapport à 2018). Selon la Banque du Portugal le déficit de la balance des biens, qui a atteint 17 Md€, est compensé par l'excédent des services (environ 18 Md€), mais selon les chiffres de l'INE, le déficit de la balance des biens aurait atteint 20,4 Md€. La balance courante – qui inclut les revenus et transferts courants – est devenue déficitaire passant de 792 M€ à -182 M€, malgré une légère augmentation des transferts des émigrés portugais (+ 3 %, soit 3,2 Md€). Rappelons que la hausse des importations de biens résulte pour partie de l'accroissement des investissements privés (*i.e.* achats de biens d'équipement).

- **Les IDE au Portugal sont en forte hausse en 2019, la France se distingue**

Après un creux en 2018, les flux d'IDE entrants au Portugal ont augmenté de 7 % en 2019 (9,2 Md€) selon les données publiées par la Banque du Portugal. Le stock d'IDE dans le pays atteint 143,9 Md€, un record depuis la création de la série statistique en 2008. Rapporté au PIB, il reste toutefois inférieur au pic de 2017 (68,2 % contre 70,4 % en 2017). Le secteur immobilier continue de dominer et représente 15 % des IDE entrants (20,8 Md€, soit 2 Md€ de plus qu'en 2018). Les investissements français sont les plus dynamiques avec une hausse de 27 % pour atteindre 9,8 Md€. La France détient désormais le 4<sup>ème</sup> stock d'IDE au Portugal et dépasse le Royaume-Uni.

## Situation budgétaire

### - Mário Centeno reconnaît qu'un excédent budgétaire pourrait avoir été atteint en 2019

Avec la révision à la hausse de la croissance par l'INE (cf. *supra*), le Ministre des Finances, Mário Centeno, a reconnu que les comptes publics pourraient être excédentaires dès l'exercice 2019, soit avec un an d'avance sur les prévisions du Gouvernement. Ce-dernier prévoyait initialement un déficit de 0,2 % du PIB en 2019, revu à 0,1 % au cours de l'année, mais la révision à la hausse de la croissance pourrait permettre d'atteindre l'équilibre voire un excédent en 2019. Les chiffres officiels doivent être publiés d'ici à la fin du mois de mars.

## Situation des établissements bancaires

### - Novo Banco va solliciter 1.037 M€ auprès du Fonds de Résolution

Le président du Fonds de Résolution, Máximo dos Santos, a annoncé que *Novo Banco* allait demander une nouvelle injection de plus de 1 Md€. Pour la financer, le Fonds de Résolution devrait emprunter 850 M€ auprès du Trésor portugais, le plafond maximal de la contribution étatique prévu dans l'accord et un montant largement supérieur à celui budgété pour 2020 (600 M€). Par ailleurs, un amendement au Budget 2020 prévoit que, désormais, toute injection du Fonds de Résolution supérieure à 850 M€ nécessite l'autorisation du Parlement.

Cumulée avec les précédentes injections, le montant total de l'aide apportée dans le cadre du Mécanisme de Capital Contingent avoisine les 3 Md€. D'après M. dos Santos, la possibilité d'une injection finale, pour solde de tout compte, est toujours à l'étude.

Dans la foulée de cette déclaration, *Novo Banco* a publié ses résultats pour l'année 2019 : la banque a enregistré des pertes de 1.059 M€ en 2019, en baisse par rapport à 2018 (1.413 M€). La banque a continué à réduire ses effectifs et le nombre de ses agences dans une logique de compression de ses coûts. Depuis la création de l'entreprise en août 2014, à la suite du démantèlement de la *Banco Espírito Santo (BES)*, *Novo Banco* a accumulé plus de 7 Md€ de pertes.

### - Le Parlement approuve un encadrement des commissions bancaires

Le Parlement a approuvé la proposition de loi du PS visant à limiter les commissions bancaires applicables à l'utilisation de plateformes en ligne, en interdisant la mise en œuvre de commissions sur les transferts au-delà d'un certain montant et nombre de transferts par mois. Ces restrictions visent notamment les commissions appliquées aux transferts par la plateforme *MB Way* (système de paiement permettant de procéder à des transferts immédiats *via* téléphone). Depuis quelques mois, plusieurs banques portugaises ont décidé d'imposer des frais sur les transferts opérés depuis l'application, jusqu'alors gratuits.

L'Association Portugaise des Banques (APB) a vivement critiqué ces propositions, considérant qu'elles nuiraient à la rentabilité des banques et les obligeraient à compresser davantage leur structure de coûts (pour rappel, en 2019 les 5 plus grandes banques ont fermé 104 agences et ont réduit leurs effectifs de 990 employés). Elle estime aussi que ces commissions pourraient inciter les banques à délocaliser une partie de leurs activités à l'étranger, considérant que la réglementation du secteur au Portugal était déjà très contraignante (ex. impossibilité d'appliquer des taux négatifs sur les dépôts, obligation de mettre en œuvre des taux négatifs sur les prêts immobiliers à taux variables lorsque la formule de calcul des taux y conduit).

## Sectoriel

### - Huawei ne fournira pas d'équipements pour les cœurs des réseaux 5G au Portugal

Les trois principaux opérateurs au Portugal ont confirmé que *Huawei* ne fournirait pas d'équipements pour le cœur de leurs réseaux 5G respectifs. Lors d'une rencontre avec des journalistes, le PDG d'*Altice*, Alexandre Fonseca, a assuré que l'opérateur *MEO* (propriété d'*Altice*) n'aurait pas recours à la technologie de l'entreprise chinoise pour son cœur de réseau. De même, le directeur financier de *Nos* a confirmé que l'opérateur n'utiliserait pas d'équipements de la marque pour le cœur de son réseau. Plus tôt dans l'année, *Vodafone* avait annoncé qu'il retirerait les équipements *Huawei* du cœur de son réseau en Europe, notamment au Portugal. Ces annonces vont dans le sens des recommandations de la Commission européenne qui conseille de restreindre ou d'exclure les fournisseurs « à haut risque » du réseau de 5G en Europe.

### - Le Secrétaire à l'énergie américain alerte sur les participations chinoises d'EDP

Lors de sa visite à Lisbonne et à Sines, le Secrétaire à l'Energie américain, Dan Brouillette, a mentionné que la participation de l'entreprise chinoise *China Three Gorges* (CTG) au capital d'*EDP* pourrait poser un risque dans le cadre des projets d'expansion de l'énergéticien aux Etats-Unis. António Mexia, le PDG d'*EDP*, a insisté sur l'importance du marché américain comme relais de croissance dans un contexte où l'entreprise réalise des pertes au Portugal, et a assuré que la participation chinoise ne posait pas de problème.

### - CTG et Mudabala réduisent leur participation au capital d'EDP

L'entreprise chinoise *China Three Gorges* (CTG) a cédé, le 26 février 2020, 1,8 % du capital d'*EDP* à travers une procédure accélérée pour un montant de 293 M€ (environ 4,45 € par action). Elle reste néanmoins l'actionnaire principal de l'entreprise avec 21,47 % du capital. L'opération intervient près d'un an après l'échec de l'OPA de *CTG* et fait écho au désengagement progressif de l'autre actionnaire chinois *CNIC*, qui détient désormais moins de 2 % du capital de l'entreprise (contre jusqu'à 5 % du capital).

La veille de l'annonce de *CTG*, le fonds souverain d'Abu Dhabi, *Mubadala Investment*, avait annoncé avoir cédé 2,58 % de sa participation au capital d'*EDP* passant de 4,06 % à moins de 2 % (le seuil déterminant si une participation est dite « qualifiée »). D'après des sources de presse, cette décision viserait à éviter des risques de conflit d'intérêt. En effet, l'entreprise *Masdar*, spécialisée dans les énergies renouvelables, également détenue par le fonds souverain émirati, a annoncé la constitution d'une *joint-venture* avec l'espagnol *Cepsa* (dont *Mubadala* est l'actionnaire majoritaire) pour développer l'activité dans les renouvelables sur la péninsule ibérique. Or, dans le cadre des enchères solaires portugaises, une participation significative du fonds au capital d'*EDP* aurait pu constituer un conflit d'intérêt préjudiciable à une éventuelle candidature de la *joint-venture* à l'appel d'offres.

### - Le tourisme au Portugal atteint un maximum historique en 2019

Le Portugal a accueilli 27 M de visiteurs en 2019, soit une hausse de 7,3 % par rapport à l'année précédente, pour un total de 69,9 M nuitées (+ 4,1 %), avec une croissance des visiteurs nationaux légèrement plus marquée que celle des étrangers (+ 7,5 % contre + 7,1 %). Les deux marchés extérieurs les plus dynamiques sont les Etats-Unis (+ 20,2 %) et la Chine (+ 16 %), mais les britanniques constituent toujours le premier marché externe avec 19,2 % des nuitées de non-résidents. La hausse concerne notamment le Nord du Portugal, l'Alentejo et les Açores. Pour rappel, le secteur touristique au Portugal emploie environ 400.000 personnes, soit près de 10 % de l'emploi total au Portugal.

- **Les volumes de marchandises ayant transités par les ports portugais ont diminué en 2019**

D'après les chiffres de l'Autorité de la Mobilité et des Transports (AMT), 86,9 Mt de marchandises ont transité par les ports portugais, soit une baisse de 6,2 % par rapport à l'année précédente. Cette diminution est surtout marquée dans le port de Sines (- 6,1 Mt par rapport à l'année précédente) qui a enregistré une baisse des importations de charbon et de pétrole brut ainsi qu'un recul du trafic conteneurisé en raison de la chute des opérations de transbordement due notamment à la grève des *dockers*.

- **Des municipalités s'opposent à la construction de l'aéroport de Montijo**

Pour autoriser effectivement la construction du nouvel aéroport, la loi portugaise requiert l'aval des municipalités concernées. L'Autorité de l'Aviation Civile (ANAC), chargée d'autoriser la construction de l'aéroport, est encore en attente de certains documents qui permettront de déterminer quelles sont les municipalités effectivement concernées et dont l'avis sera par conséquent contraignant. Cependant, plusieurs municipalités se sont déjà exprimées contre la construction de l'aéroport lors de la consultation sur l'étude d'impact environnementale, notamment la municipalité de Moita (PCP), dont l'avis sera très probablement contraignant. Le Gouvernement s'est réuni avec les communes concernées afin de parvenir à un accord, sans quoi il pourrait potentiellement proposer d'amender la loi pour éviter un blocage et autoriser le lancement des travaux.

- **Un projet de décret-loi sur l'extraction de minerai renforce le pouvoir des municipalités**

Un projet de décret-loi portant sur la réglementation des exploitations minières prévoit de renforcer le pouvoir des autorités locales et des mouvements citoyens. D'après le journal *Público*, le texte accorderait notamment un droit de veto aux municipalités sur les demandes de prospection ou d'exploitation concernant leur territoire, sauf si ces demandes sont déposées dans le cadre d'un appel d'offres lancé par le Gouvernement. Dans ce cas, l'avis des municipalités sera sans effet contraignant.

La proposition intervient dans un contexte où la mise en œuvre de la stratégie du Gouvernement sur le lithium s'est heurtée à une forte contestation de la part d'associations environnementales, de mouvements citoyens et des autorités locales. Le texte vise à apaiser ces tensions en permettant, par exemple, aux municipalités de l'Alto Minho et de la Serra da Estrela, préoccupées par les demandes de prospection dans la région du géant minier australien *Fortescue*, d'opposer leur veto à ces projets.

Le texte prévoit également une participation publique à toutes les étapes de l'attribution des droits avec des « sessions d'éclaircissement » obligatoires et l'existence de « commissions d'accompagnement » auxquelles pourront participer les associations et les autorités locales ainsi que les associations de défense de l'environnement. Pour les licences d'exploitation déjà accordées (c'est le cas de la mine de Montalegre, au cœur de la contestation), la Direction Générale de l'Environnement et de la Géologie (DGEG) aura la possibilité de constituer une assemblée publique d'accompagnement qui sera informée du développement du projet. Pour rappel, de précédentes modifications législatives avaient notamment renforcé les exigences environnementales et prévu un partage des bénéfices des exploitations avec les municipalités (*i.e.* les « *royalties* minières »).

## Divers

- **Le Gouvernement portugais prend des mesures pour limiter l'impact du coronavirus**

Le Gouvernement a annoncé le déblocage d'une ligne de crédit de 100 M€ destinée à soutenir la trésorerie des entreprises affectées par les répercussions économiques du coronavirus. La ligne de crédit sera intégrée au programme *Capitalizar* et prévoit un plafond de 1,5 M€ par entreprise. Le premier Ministre, António Costa, a estimé que l'impact économique était pour le moment modéré, avec toutefois une baisse de la demande dans

le secteur touristique. L'Association de l'Hôtellerie du Portugal a en effet enregistré des annulations de réserves et craint une baisse de la fréquentation touristique à Pâques. António Costa a enfin annoncé que les prévisions de croissance seraient revues en conséquence et que les nouvelles projections seraient publiées le 15 avril.

- **Le Procureur Général de la République pourrait dégeler une partie des avoirs d'Isabel dos Santos pour payer les salaires et les impôts de ses entreprises**

Le Procureur Général de la République (PGR) portugais a confirmé à la presse qu'il pourrait étudier un éventuel dégel d'une partie des avoirs d'Isabel dos Santos afin de permettre à ses entreprises de remplir leurs obligations. Cette possibilité sera évaluée si le PGR reçoit une sollicitation en ce sens. Cette annonce intervient après que la femme d'affaires s'est plainte de ne pas être en mesure de payer les salaires de ses employés, les fournisseurs et l'Etat en raison du gel de ses avoirs au Portugal.

Par ailleurs, d'après l'hebdomadaire *Expresso*, la Banque du Portugal aurait demandé des informations aux banques portugaises sur les prêts consentis à Isabel dos Santos et à ses entreprises pour évaluer l'exposition des banques nationales. Les prêts accordés par 13 banques représenteraient un montant d'au moins 570 M€ (dont seulement 180 M€ de dette encore due selon Isabel dos Santos), la plus grande partie ayant concerné l'achat de la société *Efafec*.

Enfin, le PDG de *PwC* s'est rendu pour la première fois au Portugal pour évaluer l'étendue des dommages de l'affaire sur la réputation de l'entreprise au Portugal et pour accélérer les processus d'évaluation interne. *PwC* a été l'un des cabinets d'audit les plus sollicités par les entreprises de la femme d'affaires, notamment *Sonangol* et *Efafec*.

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne (adresser les demandes à [lisbonne@dgtresor.gouv.fr](mailto:lisbonne@dgtresor.gouv.fr))

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Ambassade de France au Portugal – Service Économique

[tresor.economie.gouv.fr/pays/pt](http://tresor.economie.gouv.fr/pays/pt)

Rua Santos-o-velho, 5,  
1249-079 Lisbonne – Portugal

Rédigé par : Louis DIEVAL

Revu par : Stanislas GODEFROY

© DG TRESOR